

Jürg Altwegg

UNE SUISSE EN CRISE

De Ziegler à Blocher

COLLECTION
**Le
savoir
suisse**

Presses polytechniques et universitaires romandes

1

L'OR DES CALVINISTES

L'ARGENT ET LES BIENS

L'idée qu'on se fait d'une Suisse xénophobe remonte bien plus de mille ans avant l'invention du pays. « Tout le monde sait que les Helvètes sont d'une race extrêmement belliqueuse et assoiffée de sang. Leur racisme est bien connu. Ils dépouillent les étrangers jusqu'à leur dernière chemise s'ils s'égarrent dans le pays. Ils ont pour habitude de les enfermer dans des maisons particulières, les Hotelli. Ceux qui s'en échappent sont poursuivis jusqu'au fin fond des montagnes. On dit même que les Helvètes mettent des clochettes au cou des étrangers pour les repérer rapidement en cas d'évasion... »

Ce portrait des Suisses, inspiré de Jules César, c'est Bertolt Brecht qui le trace dans son roman inachevé sur l'empereur. Dans la *Guerre des Gaules*, le Romain dépeint non seulement les Helvètes comme un peuple corrompu, qui attaque les étrangers et les détrouse, mais il fait même passer leur meneur Orgétorix pour un obsédé du pouvoir, coupable de haute trahison.

Les préjugés sur la Suisse, on les trouve aussi dans *Heidi* qui a répandu dans la littérature internationale une image du pays que restitue *Astérix chez les Helvètes*. Cette bande dessinée évoque des événements de l'histoire récente, les mélangeant allègrement avec les clichés qui datent de Jules César et les transpose dans le passé. L'aventure helvétique d'Astérix et Obélix dure trois jours, du 29 juillet au 1^{er} août, date à laquelle les Suisses célèbrent leur Fête nationale. Au moment où Astérix fait un crochet dans la future Confédération, la guerre, que César a très vite remportée, remonte à quelques années. On vient de

réparer les dégâts qu'elle a causés ; le plus important ouvrage d'art de l'Helvétie, le pont sur le Rhône près de Genève – détruit au début des hostilités par le proconsul romain – est reconstruit. Alors que les milliards des militaires et des hommes politiques reposent dans les coffres-forts des banques, César lui-même, qui a modelé son image des Helvètes pour servir ses intérêts romains et justifier sa guerre, a mis lui-même en sûreté chez les banquiers privés genevois le butin qu'il avait ramené de sa campagne d'Egypte.

Mythe et réalité : quand Dieu créa la Suisse, il ne fit pas les Alpes en or, mais en granit. Le pays est beau, mais inhospitalier, pauvre en matières premières, au sol aride. Dieu n'a pas institué au cœur de l'Europe un paradis terrestre. Les Confédérés ont dû se battre durement pour leur pain quotidien et leur liberté politique. Beaucoup gagnaient leur vie comme mercenaires à l'étranger. Des gardes suisses étaient postés à la Bastille lorsque les révolutionnaires la prirent d'assaut ; aujourd'hui encore, ces mêmes gardes suisses protègent le Vatican.

Des siècles durant, la petite Suisse fut un pays d'émigration. Les cantons de montagne envoyaient leurs enfants travailler en Allemagne ou en Italie, ramoneurs à Milan ou chemineaux en Souabe, qui n'y ont d'ailleurs pas fait fortune. C'est au 18^e siècle que le tourisme commença, d'abord avec les Anglais, mais le pays ne s'industrialisa et ne se modernisa que cent ans plus tard. Il était à l'époque très loin de l'importance qu'on attribue aujourd'hui à sa place financière. Dans les années trente du 20^e siècle, avant qu'elle ne sorte de la Seconde Guerre mondiale en tant que puissance financière, la Suisse n'était pas encore un pays riche. Mais ses banques marquaient déjà de leur empreinte la culture du pays.

Les activités bancaires genevoises remontent au temps des marchands de soie et d'or, à qui la République de Calvin accorda l'asile politique vers la fin du 16^e siècle. Les réfugiés, poursuivis pour des raisons confessionnelles, portaient des noms tels que Turretini ou Micheli. En provenance de l'Europe latine, ils arrivaient dans la « Rome protestante », à l'essor économique de laquelle ils allaient participer de manière déterminante. Sans tou-

tefois obéir très strictement aux convictions éthiques qui les avaient contraints à l'exil. Les premiers banquiers de Genève prirent part au financement de guerres – même de celles menées par des rois catholiques comme Louis XIV. Ils accordèrent des crédits aux premières entreprises industrielles et se mirent à commercer avec les pays d'outre-mer. D'emblée, ils se montrèrent cosmopolites et actifs à l'échelle internationale. Les Lullin, Pictet, André et Lombard – des banques privées qui sont autant d'entreprises familiales – constituèrent une sorte d'« Internationale des huguenots » et passèrent dans toute l'Europe pour des pionniers du système bancaire. Si, depuis plus de trois siècles, leurs établissements n'ont cessé de s'adapter aux changements, ils n'ont en fait pas *vraiment* changé. Leurs associés sont toujours recrutés au sein des mêmes petits cercles privés. La loi suisse sur les banques octroie aux instituts privés d'immenses libertés qui reposent uniquement sur une grande confiance ; cela n'a guère changé, malgré le renforcement des dispositions légales décidées à la suite des scandales du blanchiment d'argent et autres. Ces banques ne sont pas tenues de présenter de bilan, bien que la Commission fédérale des banques ait éventuellement le droit de jeter un coup d'œil dans leurs livres.

Le succès de la génération des fondateurs fit école. Mais la réussite souriait seulement à qui disposait de fonds propres très importants, de relations fort étendues et d'un sens des affaires hautement développé. Les faillites étaient nombreuses. Par le fait d'une sélection impitoyable, les banques privées devinrent un club fermé, voire secret, où la solidarité davantage que la concurrence régnait parmi les membres. L'historien Herbert Lüthy cite de nombreux exemples dans son ouvrage sur la banque protestante. Les banquiers privés se sont toujours montrés solidaires, tout particulièrement en périodes de crise. Il en était déjà ainsi quand la Compagnie d'Occident de l'Écossais John Law, autorisé à exploiter une banque privée à Paris, s'écroula en 1720 et que la France sombra dans une profonde crise économique. La Révolution française, sous cet angle, fut une catastrophe. Les réformes du Genevois Jacques Necker, qui s'occupait à Paris des finances de l'État, ne purent l'empêcher.

On confia aux banquiers calvinistes du monde entier les tâches de conseiller gouvernements et monarques, ainsi que de gérer entreprises ou manufactures royales. Cela conduisit Albert Gallatin, émigré jeune en Amérique, jusqu'au poste de ministre des Finances des Etats-Unis. Mais il est plutôt connu comme philologue : il figure dans la tradition linguistique genevoise, dont le plus brillant représentant, au début du 19^e siècle, fut Ferdinand de Saussure, issu d'une famille qui donna de nombreux banquiers. C'est de la même famille que fait partie le géologue et botaniste Horace Bénédicte de Saussure, inventeur de nombreux instruments de physique et premier homme à gravir le Mont-Blanc. Sa fille épousa un descendant de la famille Necker.

Germaine de Staël, l'enfant le plus célèbre de Jacques Necker, fit du Château de Coppet, non loin de Genève, un centre de l'Europe culturelle. Avec Lord Byron, elle était régulièrement l'hôte de la splendide propriété de Henry Hentsch – lui aussi fondateur d'un institut financier calviniste renommé, à Sécheron, sis en ce temps-là aux portes de la ville. Les Hentsch recevaient l'establishment international de l'époque. De toujours, les banquiers ont participé activement à la vie publique, se sont intéressés à la culture, se sont engagés au plan éthique et social, ouverts au monde et à la raison philosophique. En politique, ils se montrent pourtant toujours très conservateurs, car ils doivent investir sur le long terme ; leurs affaires sérieuses ne peuvent donc prospérer que dans un système social solide. Ils n'excluent en rien la spéculation et les réformes, quand celles-ci promettent de servir l'ordre et la continuité.

UN POUVOIR DANS L'OMBRE

Les bouleversements de 1789 ont durement frappé les banquiers. Bien qu'ils fussent dans l'esprit du temps et en dialogue permanent avec les hommes politiques et les philosophes, ils ne virent pas venir la Révolution, même si les signes avant-coureurs de celle-ci semblent avoir stimulé les affaires. Dans les deux ou trois décennies avant la fin de l'Ancien Régime, les

banquiers se sont intéressés à la France comme jamais auparavant : en 1763, trois millions de livres affluèrent de Paris à Genève, puis douze millions en 1785. Pour de nombreuses banques, la Révolution a signifié leur arrêt de mort. Les banques privées actuelles, fondées pour la plupart entre la fin du 18^e et le milieu du 19^e siècle, doivent leur existence à ces bouleversements et à leurs effets persistants.

Le choc, profond, eut des conséquences à long terme. Après la Révolution française, les banquiers réagirent maladroitement à la révolution industrielle. Le capitalisme naissant ne correspondait pas à leur mentalité : après des décennies d'expansion qu'ils avaient dû payer cher, ils n'étaient plus disposés à courir de risques. Ce n'est donc pas les instituts financiers privés qui assouvirent les immenses besoins de capitaux, mais bien les jeunes banques d'affaires et de commerce qui, par des méthodes de financement audacieuses, participèrent à cette relance. Les Genevois, qui ne finançaient presque plus de projets internationaux, contribuèrent de façon marginale à la modernisation de la Suisse. Ils accordèrent des prêts pour l'électrification du pays et la construction du tunnel du Simplon mais se montrèrent sceptiques face aux changements des processus de production dans les usines. Un seul membre de la famille Pictet a écrit un chapitre de l'histoire de l'industrie helvétique, avec les automobiles *Pic-Pic*, mais leur production se termina très vite. Dans l'ombre des grandes banques en plein développement, qui fonctionnaient comme des sociétés anonymes et qui disposaient de moyens financiers beaucoup plus importants, les instituts privés se sont concentrés sur une activité qui, aujourd'hui plus que jamais, est devenue leur spécialité, la gestion de fortune. Ce domaine touche plutôt les rentes que les capitaux à risques. Les banquiers privés profitent ainsi depuis le 19^e siècle de la stabilité de la Suisse qui, dans une Europe en crise et en guerre, est restée un îlot de paix et d'ordre, doté d'une monnaie à laquelle on pouvait se fier.

Dans les années 1980 encore, aucune des banques privées genevoises n'était impliquée dans des scandales. Tout récemment pourtant, elles ont fait à plusieurs reprises les gros titres de la presse. Ainsi, les millions découverts sur un compte genevois,

qui provenaient d'une douteuse vente d'armes livrées en Afrique. Cela aboutit, fin 2000, à la mise en examen pour trafic d'armes de Christophe Mitterrand, fils de l'ancien président français. « Si un inconnu vient me voir avec une serviette bourrée de billets de dix dollars, je le mets évidemment à la porte », prétend un banquier. Et de nuancer aussitôt : « Mais ça se passe tout autrement en réalité. Nos clients sont soumis de notre part à de très hautes exigences éthiques : nous voulons savoir si l'argent a été acquis légalement. Marcos, le dictateur philippin, Mobutu ou Milosevic ne venaient du reste pas en personne. Le fameux formulaire B, qui permettait à un client désirant rester anonyme d'ouvrir un compte à numéros, a été supprimé il y a quelques années – ce qui est sûrement une bonne chose. Mais même sans ces comptes anonymes à numéros, il aurait pu nous arriver des histoires pas très jolies. »

Pour autant qu'elles se produisent à l'étranger, la fuite des capitaux comme la fraude fiscale ne sont pas des infractions au sens du droit suisse. Elles sont en outre tout à fait compatibles avec le code d'honneur calviniste. Voilà sans doute pourquoi, quand il est tombé dans les filets de la police française, Jacques Darier s'est senti en harmonie avec sa conscience et son credo professionnel. Incarcéré à la prison de Fresnes, il ne fut libéré qu'après versement d'une caution de quinze millions de francs français – qu'il put allonger immédiatement. Plus tard, la procédure fut stoppée contre paiement de cinq millions. Les enquêteurs de la douane française n'auraient de toute façon pas pu prouver grand-chose contre ce brave citoyen suisse : lors de son arrestation, il avait avalé la liste des titulaires de comptes...

Une liste où devait figurer le nom de Jean-Marie Le Pen. C'est en tout cas ce qu'a laissé entendre l'hebdomadaire *L'Express* lorsqu'il publia l'histoire. Maintes fois condamné pour voies de fait, ce bagarreur et ce soiffard – selon le portrait brossé par *L'Express* – s'était approprié frauduleusement, et dans de tristes circonstances, un héritage qui fit d'abord de lui un homme aisé et qu'il plaça chez Darier, après avoir transféré les millions, rangés dans deux valises pour passer la frontière. A vrai dire, ils avaient été virés à la banque privée peu avant le

divorce de Le Pen sur les traces de qui l'épouse délaissée conduisit les autorités de son pays. Arrêté, Darier ne voyait plus qu'une seule possibilité pour que le secret bancaire helvétique le protège des investigations des fonctionnaires de la douane et de la police françaises – et stoïquement il a dégluti la liste.

La divulgation de cette anecdote, qui atteste de leur sens illimité du devoir vis-à-vis de leurs clients, fit sans doute économiser plusieurs millions aux banquiers privés genevois sur leurs fonds dévolus aux relations publiques. Mais Darier et ses collègues auraient préféré que l'on tût cet épisode publié tardivement et par des moyens détournés. Pour les banquiers, des clients comme Le Pen sont embarrassants, les conflits avec la police insupportables – et la discrétion absolue leur est plus chère que la meilleure publicité.

«Je n'accepterais jamais un client qui pratique la fraude fiscale à grande échelle, au moyen, par exemple, de fausses factures» s'emporte un collègue de Darier. «Mais si quelqu'un hérite d'une fortune dont le fisc, pour une raison quelconque, ignore l'existence-là, voyez-vous, ce n'est pas mon problème. Cela ne me regarde pas. Il est des cas où l'impôt tient de la confiscation : quand par exemple, sous un gouvernement travailliste en Angleterre, on imposait à quatre-vingt-dix pour cent les fortunes de plus d'un million de livres. Personnellement, j'ai déclaré au centime près mes revenus au fisc, mais j'habite un pays sensé. Ce n'est pas l'évasion fiscale qui est immorale, c'est l'Etat qui prend à ses citoyens plus de la moitié de ce qu'ils possèdent ou gagnent. Quand l'impôt sur les successions s'élève à soixante-dix pour cent, il ne faut pas s'étonner que des fortunes s'en aillent. Beaucoup de clients – aujourd'hui moins nombreux qu'autrefois, c'est vrai – viennent chez nous, fuyant les autorités fiscales de leur pays, et nous aurions tort de les renvoyer. Pendant la Seconde Guerre mondiale et à d'autres époques difficiles, de nombreuses familles ont pu survivre dans les pays totalitaires grâce aux banques suisses. Après la guerre, ces familles ont reconstruit de nouvelles entreprises.»

Ou elles ne sont jamais revenues de déportation. Depuis que le comportement de la Suisse pendant la guerre est devenu un

sujet international et que le Congrès juif mondial a exigé des dédommagements élevés, le bruit a aussi couru, à Genève, que de temps à autre un fondé de pouvoir éminent prenait sa retraite avec une fortune dont on ignorait tout. De cette discussion sur le passé, les banques privées se sont toutefois relativement bien tirées. Cela doit tenir à leur nombre de clients restreint et aux relations très personnelles qu'elles entretiennent avec eux, souvent depuis des générations. Même le critique le plus pointu du système bancaire helvétique, l'homme politique, professeur et journaliste genevois Jean Ziegler, qui pense que la Suisse a prolongé la guerre mondiale avec leur collaboration, éprouve pour les banques privée une certaine sympathie.

Mais, comme l'a même relevé la *Neue Zürcher Zeitung*, elles font encore et toujours l'objet de légendes et de mythes : « Les champions de la médisance disent [des banques privées] qu'elles sont aussi pingres qu'hypocrites, qu'elles bégayaient toujours un peu au début d'une phrase pour se donner un petit air britannique, ce qui passe pour distingué. D'innombrables opinions méchantes sur les banquiers privés proviennent d'étrangers célèbres, de Voltaire à Lénine en passant par Stendhal. Le simple citoyen de Genève leur attribue volontiers un pouvoir inquiétant et voit en eux l'incarnation de l'esprit aristocratique de la *Haute Ville* avec les palais des familles nobles, alors que les radicaux passent pour les représentants de la classe moyenne dans les Rues basses. »

En matière de politique locale, c'est le Parti libéral qui défend leurs intérêts, un parti qui n'existe qu'à Bâle, en dehors de la Suisse romande, mais qui, à Genève, se distingue nettement des radicaux. Pendant deux siècles, les banques ont soutenu le *Journal de Genève*, le plus ancien quotidien de Suisse romande, petit, mince et chroniquement déficitaire ; une feuille de qualité qui, malgré des moyens rédactionnels limités, atteignit une qualité étonnante, dont la ligne conservatrice était d'une remarquable indépendance. Ce journal produisait aussi l'un des meilleurs suppléments culturels de la Suisse romande – et peut-être même, pendant quelque temps, de la presse francophone en général. Il y eut un esclandre en 1964. La Suisse organisait alors

sa première exposition nationale depuis la guerre, et Genève fêtait le 150^e anniversaire de son entrée dans la Confédération. A cette occasion, Walter Weideli, rédacteur du supplément du samedi, écrivit une pièce sur Jacques Necker, *Un banquier sans visage*, que Jean Vilar mit en scène et que la presse couvrit de louanges. Par sa représentation critique d'une figure quasi sacrée à laquelle les Genevois tiennent beaucoup, l'auteur brisait un tabou. Peu après le scandale, bon gré mal gré, Walter Weideli quitta le journal et devint le traducteur de Friedrich Dürrenmatt.

Jusqu'à la fin des années 1990, les banquiers genevois – qui ont aussi été les mécènes de l'Orchestre de la Suisse romande, mais qui ont des rapports compliqués avec l'art – ont épongé les déficits considérables du *Journal de Genève*. Puis ce dernier fusionna avec le *Nouveau Quotidien* paraissant à Lausanne. De cette union naquit *Le Temps*, quotidien réputé de Suisse romande, édité par Edipresse et Ringier, avec *Le Monde* comme actionnaire minoritaire.

Pour les banquiers privés aussi, les temps sont devenus plus agités. Il n'y a pas si longtemps encore, aucun de leurs clients n'aurait eu l'idée de se renseigner sur les résultats de la gestion de son compte, ce que le banquier aurait d'ailleurs pris pour un grave affront. Aujourd'hui, les exigences des investisseurs sont beaucoup plus élevées, et en matière de finances, ils s'y connaissent mieux que jamais. Certains clients ont pour principe de répartir leur argent entre plusieurs banques et de laisser tomber celle qui, à la fin d'une année, offre le plus mauvais résultat.

Les banquiers privés ont dû s'adapter à cette évolution. Ils ont rénové leurs établissements qu'ils ont dotés de la technique la plus moderne. Ils ont fait appel à des analystes et à des experts boursiers doués qui, en général, ont moins mal maîtrisé les crises de croissance que les grandes banques. Mais ils se sont surtout à nouveau internationalisés. Les banquiers voyagent au Japon, dans le Pacifique et les Etats du Golfe. Ils ont appris à faire des affaires avec des investisseurs institutionnels, tout particulièrement avec des caisses de pensions, dont les biens, en Amérique, s'élèvent à des milliers de milliards ; on les traite bien sûr autrement que ceux d'une comtesse toscane ou d'un cheikh

d'Arabie. Pictet compte parmi ses clients Rolls-Royce, General Motors et Nestlé ; Lombard & Odier, eux, travaillent entre autres avec IBM.

Edouard Pictet, patriarche de la banque et de la famille du même nom, qui aurait été « très choqué » si l'un de ses enfants épousait une catholique, se rappelle comment il a jadis envoyé promener l'avocat d'un dictateur latino-américain : « Aucun de mes partenaires ne m'a fait de reproche, bien que cela signifiait renoncer à des dizaines de millions. C'est sur des années et des générations que doit se construire le crédit d'une banque – et sa réputation peut être ruinée en vingt-quatre heures. Il ne s'agit pas d'avoir peur de la police, mais il est des choses qui ne se font tout simplement pas. Le facteur éthique est pour moi déterminant. »

Dans les années 1920, son père avait créé la première prévoyance vieillesse privée – celle de l'Etat n'existe que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pour Edouard Pictet, l'éthique protestante marque toujours son quotidien : « Calvin à Genève – c'est une affaire de conscience. On est plus ou moins aisé, plus ou moins riche, mais ce n'est pas une raison de le clai-ronner, au contraire. On se montre modeste. On reste économe, même s'il n'y a aucune nécessité financière à cela. On ne va pas au théâtre avec un bijou orné de diamants juste parce qu'on peut se l'offrir. Ça ne se fait pas. Nous refusons l'apparence et tout ce qu'on désigne trivialement par nouveau riche : comme, par exemple, lorsqu'on croit devoir montrer qu'on possède une Rolls-Royce. Nous dédaignons ces signes extérieurs de richesse par trop voyants. Le faste des rites catholiques nous irrite terriblement. Nous lui préférons le côté sobre et strictement dépouillé du culte protestant. Son austérité nous plaît infiniment. »

LE SENS DE L'ÉCONOMIE CONTRE LE PÉCHÉ

Les banquiers privés de la cité du Rhône entretiennent des relations encore plus étroites avec l'Eglise protestante qu'avec le Parti libéral. Celle-là est séparée de l'Etat et souffre pour cette raison d'un manque chronique de moyens financiers.

Contrairement à beaucoup de protestants, les banquiers s'acquittent de l'impôt ecclésiastique facultatif, en y ajoutant souvent un supplément. Ils soutiennent des particuliers et des œuvres de bienfaisance pour lesquelles eux-mêmes ou leurs épouses se dévouent aussi personnellement. Pour célébrer des baptêmes, des mariages ou des obsèques, les banquiers font appel au pasteur Henry Babel qui est un brillant orateur. Par la puissance de sa parole, il confère à l'austère cérémonie calviniste une splendeur rhétorique. Les sermons d'Henry Babel sont autant d'événements. Télévisés ou radiodiffusés, ils obtiennent un fort taux d'écoute. Et à chaque fois qu'il prêche du haut de la chaire de Calvin, la cathédrale Saint-Pierre est pleine. Une gestuelle impressionnante accompagne le flot de paroles de cet homme âgé, aux cheveux blancs comme neige, qui a publié d'intéressants ouvrages de théologie et de vulgarisation théologique. Sa paroisse, et plus encore la meilleure société genevoise tiennent Henry Babel pour un pape du calvinisme. Il reste quelque peu dubitatif sur les thèses de Max Weber qui soutient que le capitalisme est issu du génie de l'éthique protestante :

« Je suis pasteur et je m'occupe de quelques œuvres de bienfaisance qui, sans les dons de gens fortunés, ne pourraient assumer leurs tâches. Mais on exagère beaucoup, il y a longtemps que Genève, place financière, n'est plus aussi importante que Zurich. Les calvinistes n'étaient pas des banquiers : ce qui a fait la richesse de Genève, c'est l'éloge de l'épargne que prônait Calvin et sa lutte contre les distractions inutiles. Il fit travailler les gens et supprima de nombreuses fêtes et jours fériés, ce qui a été économiquement payant. Doit-on le regretter ? On a dit de Jean Calvin qu'il était le père du capitalisme alors qu'il ne connaissait même pas cette notion. On le confond avec ses successeurs et un courant britannique, le puritanisme. Voici ce que Calvin a vraiment dit : celui qui travaille et qui renonce à jouir des fruits de son labeur a droit à une récompense. C'est ainsi qu'il a justifié le principe de l'intérêt. »

On ne peut guère décrire plus brièvement, ni de manière plus concise, le long chemin de la Suisse vers la prospérité, qui n'était pas voulue de Dieu, et sa relation à l'argent et au travail.

Ce qui tient tout spécialement à cœur au pasteur Babel, c'est le souvenir d'Henri Dunant à qui le monde doit la Croix-Rouge. Il l'a fondée au cours des années optimistes et généreuses d'expansion économique de la Confédération moderne. Dunant personnifie, comme aucune autre institution, cette charité qui fleurit dans l'ombre du capitalisme calviniste et la pratique des « bons offices », de la médiation ou de l'aide humanitaire auxquelles se limitait la politique extérieure d'une Suisse devenue neutre. Si fier que le pays soit et puisse être de cette organisation basée à Genève, dont l'emblème ressemble à s'y méprendre au drapeau suisse, son fondateur n'a nullement été élevé au rang de héros national. Il passait – ce que les Suisses ne sont guère – pour un rêveur et un idéaliste qui ne connaissait rien à la gestion de l'argent. Pire encore : il a laissé des dettes. Par sa faillite professionnelle, il a causé des millions de pertes. Cela, on l'a oublié depuis longtemps, mais pas pardonné. Le modeste monument Dunant, élevé dans le parc de l'Université de Genève, c'est Babel à lui seul qui l'a financé, sans le soutien des politiques.

Dans son inventaire des plus grosses fortunes du pays, le magazine économique *Bilan* évalue chaque fois en centaines de millions, voir en milliards, la part des copropriétaires de banques. Ces chiffres sont démentis à l'occasion, mais jamais corrigés. Et contrairement aux autres cantons où il est relativement facile de prendre connaissance des revenus imposables (du voisin), un secret fiscal absolu règne dans la République la plus calviniste de Suisse. Les banquiers, dont la discrétion est le premier commandement, ne parlent pas non plus de leur propre argent. Leurs fortunes sont sans doute un peu plus petites que celles des gros industriels du pays, mais ils gagnent davantage que les directeurs généraux des grandes banques (et leurs collaborateurs sont aussi mieux payés, souvent avec une participation aux bénéfices). De plus, les banques privées protestantes genevoises ne sont pas des « sociétés par actions » – que l'on appelle, de manière très parlante, « société anonyme » (SA) en français. Conformément au credo calviniste, qui ne connaît ni la confession, ni la pénitence, les associés assument les responsabilités de ce qu'ils font ou ne font pas. Mais ils sont tenus de boucher eux-

mêmes les trous éventuels – les privés de Genève travaillent comme banquiers à responsabilité illimitée. L'argent est leur affaire, leurs pensées sont à Dieu et leur silence est d'or.

On trouve les plus belles descriptions de leur quotidien entre péché et esprit d'économie dans les chroniques de l'écrivain d'origine grecque Georges Haldas qui, dans ses jeunes années, travaillait comme précepteur à Genève :

« Ils étaient d'inénarrables picoreurs de salades et de légumes. Le père, un banquier privé fortuné, ne consommait qu'une maigre soupe et deux tomates farcies, une troisième eût été synonyme de gloutonnerie. Lorsque je disais à mon élève que ça n'avait guère été copieux, cela le faisait rire : pas de souci, papa ne se rend pas à la banque, mais dans une brasserie où il va s'envoyer une entrecôte bien épaisse. J'ai vécu des tas d'histoires semblables. »

Entre-temps, les intéressés eux-mêmes ont fait circuler les meilleures anecdotes, si bien qu'il est devenu difficile de distinguer entre canular et réalité. Pour Georges Haldas, le banquier reste un être avare, coïncé et bourré de sentiments de culpabilité.

« Il est tout à fait capable d'entretenir une danseuse ou de commettre des sottises amusantes. Mais toujours secrètement, en cachette. L'équilibre général ne doit pas être perturbé. J'ai partagé beaucoup de repas avec des banquiers, je les connais bien. Pour eux, la sexualité est un péché ; ils racontent des histoires incroyables selon lesquelles ils en sont tous possédés, les femmes comme les hommes. Mais leur appartenance tant théologique qu'idéologique s'oppose immédiatement à tout mouvement d'instinct. Au cours de l'histoire, ils se sont habitués à ne céder à aucun désir qui aurait pu les compromettre. Ils ont l'argent susceptible de leur offrir tous les plaisirs terrestres, mais ils ne jouissent de rien, pas même de l'argent. Ce qui les intéresse, c'est l'usage qu'on en fait et le pouvoir qui en découle. Conscients de leur devoir et vertueux comme ils sont, ils n'aiment pas l'argent, ils le respectent, Si l'on veut se faire une image de leur vie, il faut se représenter le contraire d'un film de Fellini. Ils répriment et refoulent leurs vœux. Pour compenser cela, ils entassent de l'argent qu'ils cachent. Ils n'en parlent pas.

Et plus on en amasse, plus on se sent moralement obligé de faire la charité.»

Des années durant, l'écrivain Hugo Loetscher s'est occupé de promouvoir la culture dans une grande banque qui décernait régulièrement des prix. « Je ne connais, dit-il, aucun directeur de banque, à Zurich, qui dispose d'un chauffeur. Le Suisse capitaliste ne se déplace pas en Mercedes, mais il prend son billet de tram. Peut-être même qu'il se rendra à pied jusqu'à la station suivante, si cela lui coûte moins cher. »

Dans la littérature suisse, on aborde très rarement le thème de l'argent. Le catholique Loetscher l'explique par le fait qu'il est « beaucoup plus difficile de critiquer et de représenter une introversion coincée et les vertus ambivalentes de l'épargne » que la prodigalité, la vantardise, l'âpreté au gain et la spéculation. Cette littérature suisse est sous une influence calviniste à peine moindre que les banques : l'argent, on n'en parle pas et on n'écrit rien sur lui.

Il faut en tout cas remonter loin dans la littérature helvétique pour trouver un roman – que beaucoup considèrent en outre comme raté – où l'argent joue le rôle principal, où il est le vrai moteur de l'action : il s'agit de *Martin Salander*, une œuvre de vieillesse de Gottfried Keller.

Son dernier roman, Keller l'a écrit dans les années 1880. La Suisse venait de traverser la période qui fit d'elle un Etat moderne et industrialisé. Au milieu du siècle, elle était devenue un pays progressiste et ouvert. L'écrivain Georg Büchner et le compositeur Richard Wagner n'y sont pas venus à cause du secret bancaire ou pour fuir le fisc, mais comme persécutés politiques. Le nouveau pays des libéraux, qui avaient remporté leurs succès en combinant libertés économiques et politiques, témoignait de convictions républicaines et d'une foi dans les idéaux démocratiques. Les progrès économiques, politiques, sociaux et culturels étaient pour eux liés. L'avènement des temps modernes avait fait naître beaucoup d'espairs. Des écrivains comme Gottfried Keller, qui fut chancelier de Zurich, son canton d'origine, s'engagèrent pour une république à laquelle ils s'identifiaient et qui leur attribuait un rôle dans la construction de l'Etat.

Mais l'euphorie ne dura pas. Keller, dans sa première version de son chef-d'œuvre, *Henri le Vert*, avait qualifié d'exemplaire l'ordre bourgeois-républicain, mais son roman de vieillesse, *Martin Salander*, respire scepticisme, amertume et déceptions. Les prophètes et profiteurs de la « nouvelle époque » se sont révélés de minables affairistes, des carriéristes qui choisissaient au hasard le parti auquel adhérer. Très vite, les antagonismes de classe sont devenus beaucoup plus marqués, les intérêts matériels ont déterminé la politique et ruiné l'harmonie sociale. La bourgeoisie montante a réduit ses idéaux libéraux de 1848 à la dimension économique. Gottfried Keller voit en fin de vie sa chère patrie déchoir en une Suisse SA.

Ce roman, s'il est en effet quelque peu bancal, reflète pourtant bien l'époque à laquelle il est paru, par ses failles mêmes, et relie par son thème principal, l'argent, des éléments touchant à la corruption politique, voire sexuelle. Le personnage principal est un déraciné. Après le décès de ses parents, Martin Salander abandonne son métier et, avec le produit de la vente de la propriété dont il avait hérité (une fortune qu'il n'avait donc pas gagnée par son propre labeur), il entame une vie d'homme d'affaires. En même temps, il se porte garant de son collègue Louis Wohlwend – bien qu'il sache pertinemment que ce dernier est une crapule qui, à l'école déjà, avait constamment profité de lui – pour la demande d'un prêt. Salander ne veut pas faire de bénéfice personnel ; c'est juste pour rendre service qu'il donne sa signature comme caution. Il perd tout, même la fortune de sa femme, qui n'échappe pas à la honte d'une banqueroute. Marie Salander redoutait que son époux fit faillite – alors que l'escroc Louis Wohlwend profitait de lui. Salander s'expatrie ensuite pour sept ans au Brésil où il prend en charge trois douzaines de comptes en réaux brésiliens. Via la Banque de la Rive atlantique, il les fait transférer dans un établissement de son pays natal, le Xaverius Schadenmüller & Co. A son retour, Salander s'aperçoit que, pour la seconde fois, il a été victime de Louis Wohlwend à qui appartient cette banque.

En critiquant le progrès que l'argent accélère et corrompt, Keller se fonde sur des événements qu'il a observés. Mais en

même temps – et c’est ce qui fait de ce roman un ouvrage unique dans la littérature suisse – l’argent, au-delà de la critique sociale et de la peinture de mœurs réaliste, gagne en puissance diabolique. Il constitue le thème principal de l’histoire, et marque les personnages. Tous les traits de caractère lui sont subordonnés. L’argent gouverne, même en littérature. Il est le critère qui, parmi les gens, distingue les « bons » des « mauvais » et confère à la vie sa perversité. Si important que soit l’argent, son mécanisme n’est mis en évidence qu’avec des antihéros.

A ce point de vue, le comportement de la Suisse devient plus clair. L’argent est tabou, et le fait de l’amasser est surtout l’apanage du méchant, couvert par un silence pudique ou au contraire rendu emblématique ; l’exagération confine alors au grotesque. Mais il n’en reste pas moins qu’un homme comme il faut doit avoir de la galette. Pas forcément beaucoup. Quant à la pauvreté, elle n’est digne que si on la tait.

Les escroqueries de Louis Wohlwend, dont a été victime Martin Salander, illustrent le système bancaire de la seconde moitié du 19^e siècle. Il montre des côtés archaïques, quand les relations internationales étaient peu développées. En Suisse même, on comptait plus de trente banques d’émission, dont les billets ne jouissaient pas d’une grande confiance, et qui n’étaient pas en mesure non plus de développer une politique économique et monétaire commune. La Confédération était membre de l’Union monétaire latine, de sorte que de nombreuses pièces de monnaie étrangères avaient cours et se trouvaient acceptées comme moyen de paiement. Les banques helvétiques n’étaient pas en mesure de participer au commerce des devises. Les échanges internationaux – et la circulation des capitaux qui en était le corollaire – se développèrent vertigineusement. Mais au début du 20^e siècle, pour ses paiements à l’étranger, la Suisse devait encore se procurer la plupart des devises dont elle avait besoin auprès des grandes places financières comme Paris.

La Banque nationale fut fondée en 1907, harmonisant ainsi le chaotique système monétaire suisse. Dans la tempête des turbulences financières déclenchées par la Première Guerre mondiale, le franc suisse fut une des rares monnaies à pouvoir résis-

ter. Il devint intéressant comme valeur refuge, ce qui attira des capitaux en Helvétie. C'est ainsi qu'au milieu de l'horreur des champs de bataille européens la place financière suisse prit son essor. Lorsque, dans les années 1930, de nombreux pays introduisirent la réglementation des devises, cette place acquit une importance accrue. Le secret bancaire fut instauré en 1934, une année après que Hitler eut pris le pouvoir, avec la condition expresse que les valeurs en capital étranger échappent à l'Etat dont il provenait – ce secret peut donc se réclamer d'une origine et d'une tradition antitotalitaires.

Grâce à ces réformes, les Helvètes ont fait de leur pays un paradis bancaire – juste après avoir interdit les casinos, et avec eux tous les jeux de hasard. En conséquence, les casinos se sont mis à prospérer autour des frontières de la Suisse. Ils sont tous parmi les plus importants de leur pays : en France, Evian et Divonne au bord du Léman, où les clients des banquiers privés calvinistes peuvent jouer leurs bénéfices et s'adonner à d'autres divertissements, en Allemagne, Baden-Baden et Constance, puis les petites cités autrichiennes au bord du lac de Constance, et naturellement l'enclave italienne de Campione. Leur luxe tapageur et leur charme décadent ont marqué la géographie des nostalgies helvétiques, lorsque la Suisse était encore un pays aux mœurs sévères. Déjà en temps de paix, franchir les frontières était considéré comme dangereux.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, des échanges commerciaux purent continuer à s'opérer en Suisse. Les frontières restèrent perméables aux flux de capitaux, alors qu'elles furent hermétiquement closes aux personnes – surtout à celles dont le passeport contenait l'abominable tampon « J » – et défendues par des régiments helvétiques. Le Vaudois Henri Guisan, qui avait été nommé général, réunit les hauts responsables de l'armée suisse au Grütli, là où des délégués des cantons primitifs avaient prêté serment en 1291 et, par un pacte protégeant jalousement leurs libertés de montagnards, posé la première pierre de l'Etat hérisson suisse. Guisan affirma la volonté de la nation multiculturelle de se défendre contre la menace brune et dévoila la stratégie de défense militaire : au pire, le Plateau serait abandonné et seul le Réduit

dans les Alpes résisterait. Cinq ans durant, les soldats suisses ont été postés aux frontières et ont accompli leur « service actif » soit en faisant confiance aux convictions libérales de leur gouvernement, soit par amour pour leur pays ou au pire sous la contrainte. Mais avec une grande conscience du devoir.

Il y a quelques années, bien avant les attaques américaines contre la Suisse, Alfred A. Häsler (*La barque est pleine*) et Werner Rings (*L'or des nazis*) ont stigmatisé la politique des réfugiés, peu généreuse, et le commerce de l'or avec Hitler et l'Allemagne. Le journaliste allemand Rings, qui a longtemps vécu en Suisse et qui en a aussi obtenu la nationalité, a montré comment l'or dérobé par les nazis atterrissait dans des coffres helvétiques. L'écrivain Hugo Loetscher a parlé « d'une manière très suisse de profiter de la guerre – sans la faire ».

Si l'opération Tannenbaum – l'invasion de la Suisse par les troupes hitlériennes – n'a pas eu lieu, cela n'a peut-être pas seulement tenu, a-t-on insinué, à la force de dissuasion de l'armée helvétique, mais aussi à la dépendance de la Banque du Reich à l'égard de la place financière. Mais le fait précis d'empêcher l'occupation nazie était-il un objectif délibéré de la politique fédérale sur l'argent et l'or pendant la guerre, ou seulement sa conséquence ?

Depuis quelques années, la coresponsabilité des Etats, qui n'ont pas empêché Hitler et ses atrocités, fait l'objet de discussions intenses et accusatrices. Après 1945, l'Autriche a exclusivement joué le rôle de la victime, et la France a refoulé sa collaboration – soutenue par un vaste éventail politique – derrière le mythe transfiguré de la Résistance, symbolisant le creuset de la société de l'après-guerre. Assumer cette hypocrisie relevait d'un processus douloureux que la politique marqua de son empreinte et qui détermina l'attitude face à l'Europe. On ne peut comparer le rôle de la Suisse pendant la guerre à celui de ces deux pays voisins, mais, après 1945, ces refoulements collectifs ont régné ici aussi. Ils étaient d'autant plus tenaces que la Suisse officielle s'identifiait à une image flatteuse et que, longtemps encore après la fin de la guerre, elle semblait vivre de son mythe du Grütli et dans un Réduit tant intellectuel que politique. Les véritables

héros suisses de la résistance contre la barbarie – le fonctionnaire de police saint-gallois Paul Grüninger, le journaliste Peter Surava, voire Maurice Bavaud qui tenta d'assassiner Hitler – n'ont pu être réhabilités qu'après de fortes oppositions, et souvent en conflit avec diverses autorités. Chaque fois que des écrivains et des journalistes, un Niklaus Meienberg, un Stefan Keller, le rappelaient, les journaux sonnaient l'alarme : la Suisse, qui persistait dans son *Sommeil du juste* – selon le titre d'un livre écrit par l'historien et conseiller fédéral vaudois Georges-André Chevallaz – rendit la vie difficile à ses vrais justes. Subversion il y avait aussi à évoquer le souvenir même des « traîtres à la patrie » qui, faisant office de boucs émissaires pendant la guerre, furent exécutés pour démontrer que, peut-être, cette volonté de défense n'était pas aussi unanime que ça. Les premiers et brillants reportages que Meienberg leur a consacrés causèrent un énorme scandale.

On peut voir toute la culture suisse de l'après-guerre comme un processus de démythification et la recherche d'une vérité refoulée. Cinéma et littérature s'en sont pris aux vaches sacrées, jusqu'à l'armée. Des intellectuels critiques ont été taxés de vilains garnements et, jusqu'à récemment, invectivés parce qu'ils cherchaient à « changer le système » – le pire reproche qui, à l'époque de la Guerre froide, puisse toucher quelqu'un dans ce pays-ci. Critiquer la situation faisait du tort à la crédibilité. Une place financière profite de conditions politiques stables et de la neutralité politique. Des manifestations, des troubles, des révoltes peuvent compromettre le déroulement sans problème des transactions. Le secret bancaire s'est révélé un facteur d'ordre social – un tabou à l'origine de nombreux mythes et légendes qui ont fleuri encore plus à l'étranger qu'ici. Hugo Loetscher, le plus cosmopolite des écrivains suisses contemporains, résume ainsi ce qu'il a appris de ses voyages : « Autrefois, c'est-à-dire il y a à peine un quart de siècle, les gens d'Amérique du Sud, quand ils se représentaient notre pays, pensaient à la paix, à la Croix-Rouge et au chocolat. Aux Alpes aussi. Ils s'imaginent aujourd'hui que chacun de nous possède une banque et que nous sommes tous des profiteurs sans scrupules. C'est une image que je cherche à corri-

ger. Je dis alors qu'en Suisse il y a beaucoup de gens qui ont une relation critique à leur pays ; mais, à mon plus grand étonnement, je commence toujours par parler de la culture suisse. Car on met tout en rapport avec notre pays, sauf sa culture. »

Mais on imprime celle-ci, avec une audace remarquable, sur les billets de banque du pays. Alors que notre mère Helvetia trône pour sa part sur les pièces de monnaie, les portraits de Gottfried Keller, C. J. Burckhardt, C. F. Ramuz, Alberto Giacometti, Arthur Honegger, Le Corbusier figurent sur les billets – aucun homme politique ; de toute façon, le pays n'a pas produit beaucoup d'hommes d'Etat. On n'a toutefois pas craint d'honorer, sur le billet de mille francs, Auguste Forel, psychiatre et spécialiste des fourmis. Trois fourmis de sa collection sont reproduites au verso : une reine, une soldate et une ouvrière. Forel fut un farouche antialcoolique et un partisan de l'eugénisme. Il considérait l'Etat fourmi comme une forme idéale d'organisation sociale. Mort en 1931, il a laissé ses marques dans la psychiatrie et dans l'idée que se faisait d'elle-même la Suisse des années trente et quarante, mais il serait exagéré de voir en lui l'« idéologue en chef » occulte du pays. Son portrait, susceptible pour le moins de suggérer cette interprétation, n'est apparu sur ce billet que très longtemps après la guerre.

Il est interdit de reproduire ces billets de banque. Il ne faut pas les photocopier. Lorsque la presse transgresse cette règle, la Banque nationale intervient. Elle se réfère, dans le cadre de sa lutte contre la fausse monnaie, à la propriété intellectuelle – seule la valeur en argent du billet appartient à son détenteur. Avant d'être en fleur, le solide franc suisse doit, avec le secret bancaire, protéger encore le droit d'auteur...

LA TENTATION DE L'OR

Dans la littérature suisse, il y a beaucoup de misère sociale et plus de pauvres que de riches. Ses histoires d'argent et d'or ne finissent jamais bien. Dans son roman intitulé précisément *L'Or*, Blaise Cendrars décrivait, un siècle après celui de Keller, la vie

authentique de l'aventurier et général Jean-Auguste Suter. Celui-ci avait fait faillite en Suisse. Recherché par la police, il quitta le pays et sa famille. Au Nouveau Monde, Suter amassa une fortune gigantesque. Mais il fut victime de la ruée vers l'or qui venait de se déclencher et qui, telle une catastrophe naturelle, s'abattit sur sa « Nouvelle Helvétie ». Son entourage, que le métal précieux avait réuni, abandonna sa propriété, le bétail creva de faim, la récolte pourrit – et le général suisse se retrouva ruiné, victime de l'or et de la cupidité des gens. Le roman de Blaise Cendrars n'est pas une histoire moralisante, de crime et de châtement, mais plutôt une parabole sur la Suisse – trop petite, trop étroite, trop bornée et surtout trop dépourvue d'imagination aux yeux du génial écrivain. Au pays, on thésaurise l'argent et l'or, mais avec une gêne secrète – leur fascination et leur séduction brillent ailleurs.

Si l'on fait exception du roman *Martin Salander* et de la pièce de Dürrenmatt, *La Visite de la vieille dame*, métaphore sur la collaboration, il est donc bien vrai que les écrivains suisses ont consacré peu d'ouvrages à l'influence que peut avoir l'argent sur la société et les individus. Comme si le secret bancaire, en se nichant aussi dans les têtes, avait paralysé la plume des auteurs. Jean Ziegler, qui combat vivement ce secret sans beaucoup de nuances, est devenu le plus célèbre des intellectuels suisses. Il l'était peut-être déjà du vivant de Max Frisch et de Friedrich Dürrenmatt. Un livre sur les banques – *Une Suisse au-dessus de tout soupçon* – a fait son succès international. Il est paru en France en 1976, où tous les sondages et commentateurs annonçaient, en vue des élections législatives de 1978, une victoire du nouveau Front populaire conclu entre socialistes et communistes, qui avaient pour programme politique l'abolition du capitalisme. L'écho suscité par l'essai sociologique de Jean Ziegler fut d'abord discret. Puis ce livre, écrit à la manière d'un roman policier aux sous-titres tels que *Banquiers et bandits* et *Une nation de receleurs*, devint progressivement un best-seller traduit dans toutes les grandes langues. Son côté « lutte des classes » correspondait à l'idéologie marxiste qui régnait alors ; mais, dans ce succès phénoménal, se manifestaient aussi beaucoup de méchanceté et

le ressentiment du monde contre le petit pays qui avait été épargné et offrait ses coffres-forts aux nouveaux dictateurs. C'est Che Guevara en personne, lors d'une visite à Genève, qui avait conseillé à Jean Ziegler de mener le combat non pas en Amérique latine avec un fusil, mais à la maison: «Tu te trouves, avait-il déclaré, dans le cerveau du monstre.»

«Tel un chancre, les banques envahissent la cité du Rhône, écrit Ziegler, autorisées à aménager des chambres fortes jusqu'à cinq étages sous terre et mettant ainsi en danger des rangées entières d'habitations.» Il décrit aussi le «caractère sacramental» du rituel calviniste en ces termes: «Garder l'argent, l'accueillir, le compter, thésauriser, spéculer, receler sont des activités qui, depuis le temps du premier refuge, sont investies d'une majesté quasi ontologique. Aucune parole ne doit venir souiller une activité aussi noble. Elle s'accomplit dans le recueillement, dans le silence.» Le «caractère sacré de l'activité bancaire» se reflète dans l'architecture des établissements: «temples somptueux à colonnades de marbre pour les grandes banques d'affaires, petites chapelles discrètes à boiseries sombres pour les banques privées et les gérants de fortunes. Quiconque commet le péché de trop parler les désacralise. Un tel sacrilège est puni par la loi. Ce silence et ce recueillement ont, dans la théorie calviniste de la thésaurisation sacrée, un corollaire. Le banquier [...] assume sa fonction de gardien intransigeant de la morale: face à ce monde de méchants, de mécréants, son silence protège la vertu. Seul l'honnête homme profite du secret bancaire. Le secret est la récompense de son honnêteté. Dépositaire et gardien vigilant de la morale chrétienne, le banquier genevois n'accepte en principe comme débiteur ou créancier qu'un homme dont la vertu lui est connue; en principe, il ne fait d'opérations qu'à l'intérieur du champ défini par les préceptes de l'Eglise et la loi des Etats.»

Mais, pour Ziegler, cet idéal a naturellement été perverti: «Cet échec a d'abord une cause théorique. La doctrine calviniste de la thésaurisation comme valeur en soi implique la reconnaissance de l'existence sous-humaine et de l'exploitation de millions d'êtres à la périphérie, sinon comme valeur, du moins comme une inéluctable nécessité historique. Une telle contradic-

tion annule à l'évidence l'enseignement égalitaire de l'Évangile, la foi et ses commandements que le banquier prétend servir par l'institution du secret. L'échec a, en deuxième lieu, une cause pratique : c'est précisément le secret qui incite le banquier à faire le contraire de ce qu'il prétend faire. »

Les fortunes dont on a perdu la trace depuis la guerre, Ziegler n'y fait allusion que tout à fait marginalement dans son acte d'accusation. Il les mentionne dans une longue liste de scandales – entre l'achat d'une banque et la faillite frauduleuse du confident d'un dictateur latino-américain et les discussions sur le « trésor du FLN », le Front de libération algérien, dont l'Algérie réclamait la restitution après l'indépendance. La vingtaine de lignes consacrées à ce sujet illustrent le niveau de connaissance et de conscience de l'époque : à la fin des années 1970, y lit-on, « des familles juives, par centaines, essaient de récupérer quelques-unes des énormes sommes déposées dans des banques helvétiques par des entreprises, des communautés et des particuliers juifs au moment de la montée du national-socialisme. Les banques qui avaient ces fonds en dépôt ont finalement été invitées par la Confédération à déclarer volontairement – admirable vertu calviniste – les fonds “sans créanciers connus”. Les banques ont eu ainsi le choix entre... garder les fonds ou bien les déclarer – la Confédération n'ayant aucun moyen de faire respecter sa loi de restitution ! Un arrêté fédéral de septembre 1974 clôt le dossier (...). Deux millions de francs (sur les centaines de millions déposés) étaient à distribuer. Les œuvres juives, la Croix-Rouge et l'Office d'aide aux réfugiés se partagèrent la somme. »

En Suisse, pour les banques et l'establishment économique, Ziegler est devenu une contrariété permanente, mais il est aussi resté suspect aux yeux des camarades et des intellectuels critiques. Ailleurs qu'à Genève, la carrière universitaire et politique de Ziegler n'aurait pas été pensable ; de même qu'à la tradition de gauche du canton, ce sociologue suisse allemand a dû à l'ouverture d'esprit et à la tolérance cosmopolite du canton le fait que le peuple l'ait régulièrement élu au Conseil national, la Chambre basse du Parlement helvétique.

Jean Ziegler n'était bien sûr pas le seul à critiquer les banques, avec leurs comptes à numéros et les coffres-forts où repose l'argent de la drogue, de la mafia et d'autres capitaux en fuite – ceux de Marcos, Mobutu, Milosevic. Mais cette critique resta aussi inefficace que le travail effectué sur le passé suisse, qui n'a pu ni influencer la politique ni donner mauvaise conscience à personne. Relativement en paix, la Suisse dormait du sommeil du juste. Le grand scandale n'éclata que lorsqu'il fut question d'argent et du reproche que le monde entier faisait aux banques suisses d'être le paradis des blanchisseurs d'argent et de l'évasion fiscale – tout cela faisant court-circuit avec le sujet tabou du passé. En dernière instance, c'est en protégeant les personnes poursuivies à tort que la Suisse avait justifié le secret bancaire en se référant à sa tradition de l'asile. Mais cet alibi ne tenait pas : les banques et les assurances n'avaient pas protégé les victimes d'Hitler, elles les avaient au contraire dépouillées. Le reproche permanent de l'après-guerre, selon lequel les banques protégeraient les intérêts des dictateurs qui exploitent leurs peuples, parut confirmé d'effrayante façon. Mais c'était beaucoup plus grave : les Confédérés entretenaient d'étroites relations économiques avec lui et, s'il faut en croire Jean Ziegler, ils prolongèrent probablement, par les bons services rendus, la guerre elle-même. Et l'argent de ses morts augmenta les fonds secrets helvétiques. Les « gnomes de Zurich » discrédités étaient-ils les financiers des bourreaux – les dociles receleurs d'Hitler – et cela cachait-il, derrière le secret bancaire, le vrai « secret des banques » ?

Ce n'est pas la critique différenciée et d'une extrême retenue, cette recherche de la vérité conduite par des écrivains et des intellectuels, qui a changé le pays : le réveil, brutal, remonte en fait au jour où les juifs américains déposèrent leurs plaintes collectives, revendiquant des millions et menaçant de boycott. C'est seulement à partir de là que le gouvernement mit sur pied une commission internationale d'historiens, dotée de pouvoirs étendus et de moyens financiers importants, sous la direction de Jean-François Bergier. Et on envoya directement au front, aux Etats-Unis, une « task force » dirigée par le futur ambassadeur de

Suisse en Allemagne, Thomas Borer – cas unique dans l'histoire de la diplomatie fédérale.

Les assurances vie dont les titulaires ou bénéficiaires avaient péri dans les camps de concentration ne furent jamais payées, les fonds et les comptes restés « sans nouvelles » furent retenus. Des entreprises suisses de l'étranger avaient profité du travail forcé. Des tableaux, dont on avait dépossédé les juifs qui en étaient les propriétaires, ont abouti dans les magnifiques collections d'art des gros industriels suisses.

Mais c'est bien l'or qui reste le symbole de la chute. L'or des nazis, pas celui qu'ont volé des personnes privées et des entreprises sans scrupules, mais celui que la Banque nationale a acheté à bon prix aux Allemands. Dans tous les pays que les nazis ont occupés, ils ont pillé les banques centrales. L'or était la meilleure devise, et tout l'or volé d'Hitler vint en Suisse pour s'y faire blanchir. Jean Ziegler a aussi écrit un livre là-dessus, intitulé *La Suisse, l'or et les morts*.

« Les Allemands payaient en francs suisses les matières premières dont ils avaient besoin : le tungstène au Portugal, le pétrole en Roumanie, le minerai en Suède. Le mark du Reich n'étant pas convertible, il fallait ces devises à Hitler. Les Banques nationales espagnole et portugaise réinjectèrent cet argent dans le trafic international des paiements, et elles reçurent en échange de l'or suisse – en fait de l'or volé en Allemagne. Tout le monde sait que le bunker d'or de Berne, sous le Palais fédéral, existe toujours. Deux ou trois fois par semaine, des convois transportant l'or dérobé en Allemagne franchissaient la frontière près de Bâle. L'argent des juifs éliminés fut soit directement expédié en Suisse, soit préalablement fondu en pièces de monnaie prussiennes pourvues de sceaux d'avant-guerre. »

La place financière suisse était encore composée avant tout de banques privées qui s'occupaient de gestion de fortune et qui garantissaient une haute sécurité. A l'époque, il n'existait guère de relations financières avec les Etats-Unis, ce qui amena un afflux de fonds en Suisse, souvent déposés en personne. La richesse et la prospérité de la Suisse remontent à l'époque de la Seconde Guerre mondiale. Le franc suisse accéda définitivement

au rang de devise mondiale. Grâce à l'active politique de collaboration, il y avait, au milieu d'une Europe largement détruite, une région industrielle intacte qui bénéficiait d'une avance incroyable. En plus, voilà que ce pays très pauvre disposait soudain d'un excès de capitaux prêts à être investis. Pendant la guerre et grâce à elle, différentes entreprises de moindre importance ont réussi le saut quantitatif pour devenir des trusts mondiaux. Car elles avaient à l'époque une position de monopole et pouvaient exiger des Allemands des prix élevés. Comme l'écrit Ziegler, «Hitler était le client dont rêve toute banque : riche, puissant et fidèle. Inutile pour lui d'en chercher une autre».

Mais la Suisse n'était pas encore le numéro un dans le commerce international de l'or. Elle le devint lorsque, dans le monde entier, la génération contestataire descendit dans la rue. La révolte des étudiants de mai 1968, on l'a entre-temps expliquée par le passé étouffé de la guerre, comme étape du processus de la victoire. Le refoulé refaisait surface, les fils reprochaient aux pères leur comportement et leur silence ultérieurs. «Nous sommes tous des juifs allemands», criaient les étudiants du haut des barricades à Paris. «Il faut étouffer le mal dans l'œuf», exigeait la *Neue Zürcher Zeitung* qui redoutait un retour de la barbarie. Deux semaines durant, pendant les troubles, le commerce de l'or fut suspendu à Londres, et les Suisses réussirent à devancer les Anglais. C'est en 1968 que les grandes banques helvétiques fondèrent le «pool zurichois de l'or». La Confédération assumait ainsi un rôle de premier plan comme plaque tournante pour le commerce du noble métal. Les banques purent même consolider encore leur position. Ce que prouve la statistique dont Willi Ritschard – alors ministre de l'Économie et des Finances – interdit la publication en 1981, sous la pression de l'Union soviétique, de l'Amérique du Sud et des banques suisses. La comparaison des chiffres internationaux permet de conclure que la Suisse, dans les années 1980, acheta les deux tiers de la production mondiale d'or pour les transformer, dans ses diverses fonderies d'or, en lingots «neutres». En 1986, elle a importé 1191 tonnes d'or et en a exporté 914 tonnes, plus que jamais auparavant. S'y ajoute en outre le commerce des pièces d'or, d'environ 50 tonnes.

A cause du bannissement politique toujours plus dur du régime d'apartheid en Afrique du Sud, le commerce en Krügerands or fut drastiquement réduit. On les refondit simplement en lingots, dont 32 font exactement un kilo. Le rand or disparut quasiment, mais le commerce de l'or sud-africain continua de prospérer. En contournant les sanctions internationales, par sa collaboration économique, la Suisse a protégé le régime et prolongé sa survie – et celle de l'apartheid. A l'époque, une campagne de publicité pour l'or, extrêmement coûteuse et anonyme, a circulé pendant des années ; elle ne devait nullement pousser à l'achat, fût-ce de bijoux. Ce n'est pas les grandes banques suisses qui ont financé les annonces et les spots publicitaires, mais l'agence sud-africaine Intergold.

Le secret bancaire devint un instrument, et l'or, la matière première – pas seulement symbolique – du miracle et du conte de fées helvétiques sur la prospérité et la chance d'avoir été épargnés. Mais il arriva que non seulement le prix du métal noble baissât, mais aussi son importance. Le franc fort de la petite Suisse, devenu en deux guerres mondiales l'une des monnaies les plus recherchées du monde, avait acquis entre-temps une telle vigueur qu'il pouvait se passer des réserves d'or de couverture. Pour assurer la stabilité internationale de l'argent, on ne se servait plus du métal noble, dont le prix ne montait plus, même en temps de crise. L'attentat du World Trade Center a certes fait un peu monter le cours de l'or, mais juste passagèrement et dans une mesure peu importante. L'or n'est pas devenu une valeur refuge ; des banques centrales ont même commencé à s'en défaire.

Les documents officiels de la Confédération font aussi état de « réserves d'or excédentaires ». Arnold Koller, alors président de la Confédération, s'est exprimé un peu plus élégamment, lorsque, dans un discours tenu le 5 mars 1997 devant le Parlement, il proposa la création d'une fondation de solidarité : « Depuis plusieurs mois, la Suisse est l'objet de violentes critiques internationales, dit-il en préambule. Sans que rien l'ait laissé prévoir, elle s'est vue accablée d'une pluie de reproches, de réclamations, de soupçons et de jugements entier concernant

son attitude au cours de la Seconde Guerre mondiale... Nous sommes taxés de malhonnêteté, d'obstination et de présomption. Or ces critiques portent atteinte à l'image de notre pays: elles éveillent l'impression... que la Suisse a joué le rôle d'un profiteur de guerre et que, durant cinquante ans, ses banques ont essayé de conserver les biens des victimes de l'Holocauste pour leur propre bénéfice. Apparaît en filigrane l'idée que la prospérité de la Suisse repose au fond sur le recel de ces biens et ne s'est faite qu'au détriment d'autrui.»

Dans son allocution, Koller dessina une image nuancée de ce passé, jugeant «nécessaire [d'y] faire face dans un esprit d'humilité, de respect mutuel et d'objectivité». «La volonté de rechercher la vérité est à la base même de notre démarche... La vraie réponse à l'analyse politique et morale de notre passé est la solidarité.»

C'est pourquoi Koller proposa, au nom de l'Assemblée fédérale et «en accord avec la Banque nationale», la création d'une fondation: «Elle doit être financée par le produit de la gestion de cette partie des avoirs en or de la Banque nationale qui sera disponible pour d'autres affectations publiques après une réforme normative nécessaire en matière financière et monétaire. On peut envisager, pour cette Fondation, une fortune d'un ordre de grandeur de sept milliards de francs.» Koller parla d'actions dans le pays et à l'étranger, d'une aide en faveur des «victimes de la pauvreté, de catastrophes, de génocides et d'autres graves violations des droits de l'homme, et bien entendu les victimes de l'Holocauste ou de la Shoa». Le président de la Confédération savait que la réalisation de son idée prendrait beaucoup de temps et qu'elle se heurterait à de grosses résistances. Expressément désignée comme un acte rappelant les souffrances des victimes du fascisme, Koller présenta la fondation, fruit d'une «véritable conviction, en tant qu'acte de volonté d'un pays sûr de lui».

Malgré la grandeur du geste, le fumet de l'«or excédentaire» et de la pénitence tardive est resté accroché à la Fondation Suisse solidaire. La valeur matérielle n'est certes pas moins élevée que la portée symbolique; mais on garde l'impression d'un sacrifice de l'or, qui ne coûte pas cher, pour se délivrer d'une

faute. Une faute, que l'on ne peut plus vraiment s'avouer, est rachetée par de l'argent qui ne pue pas, et par de l'or qui a beaucoup perdu de son brillant de l'époque hitlérienne, comme si des receleurs dociles bradaient les lingots stockés, sans que personne n'ait à souffrir d'un manque.

Le trafic des indulgences de l'Eglise catholique a conduit à la Réformation et à la séparation des puristes calvinistes. Un demi-millénaire après, les Suisses harcelés tentent de se racheter de la malédiction du passé, qui les a frappés, avec une partie du stock d'or devenu entre-temps « excédentaire ». Mais l'histoire ne fournit aucune réassurance. Et les Suisses ne veulent pas s'impliquer dans la réponse politique à donner aux catastrophes nationalistes et idéologiques du siècle.

La critique à l'endroit de la Fondation Suisse solidaire, qui aurait pu offrir au monde une intervention humanitaire comparable à celle de la Croix-Rouge, et l'opposition politique contre elle ont montré que la mauvaise conscience pesait déjà un petit peu moins sur la Suisse. La volonté d'adhérer à l'Union européenne ne s'est pas non plus révélée bien vive. Le rejet de l'Espace économique européen a été confirmé par le vote massif du 4 mars 2001 contre l'initiative « Oui à l'Europe », qui a rejeté l'adhésion – dans le meilleur des cas – pour des années. Cette décision populaire fut d'autant plus démocratique que les cantons europhiles de la Suisse occidentale votèrent alors en harmonie avec la majorité alémanique, et le fossé béant qui, depuis 1992 et justement sur cette question, avait dégénéré en deuxième grande crise des années 1990, semble soudain comblé.

Seuls les cyniques objecteront que l'œuvre de paix visée par l'intégration européenne doit hérissier les banques fédérales qui prônent tant des conditions stables dans le pays, car les turbulences dans le reste du monde leur rapportent nettement plus que là où règnent le calme et l'ordre. En effet, les commissions sur les opérations de change constituent toujours plus de dix pour cent de leurs bénéfices. L'euro va fortement limiter, dans les pays où il a cours, ce domaine des affaires bancaires. Son introduction a visiblement renforcé, en Suisse, l'opposition des banques à l'entrée dans l'Europe. Bénédicte Hentsch, de la

dynastie des banquiers dans les propriétés desquels séjournèrent Germaine de Staël et l'élite intellectuelle de son époque, était partisan de l'éveil libéral en Suisse et en direction de l'Europe. Depuis lors, il est passé dans le camp des adversaires. Après la votation de mars 2001, l'Association des banquiers privés genevois menaçait le Parti libéral, qui avait plaidé en faveur du oui à l'Europe, de lui refuser à l'avenir son soutien financier : le secret bancaire, dit-elle, n'est « pas négociable ». Bruxelles veut en effet que les autorités suisses et les banques collaborent avec le fisc des pays voisins. Un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg a même entre-temps remis le secret bancaire en question : les autorités peuvent contraindre des citoyens, contre qui elles enquêtent, à leur remettre des pièces à conviction. Mais c'est là le revers de la médaille du secret bancaire – du moins pour les citoyens suisses qui sont punissables s'ils refusent que le fisc examine leurs relevés de comptes. Après les attentats du 11 septembre 2001, le secret bancaire essuya davantage encore le feu des critiques.

Dans les années 1990, les instituts financiers genevois ont pu comptabiliser chaque année de nouveaux bénéfices record. Mais la chute des cours de la Bourse les a durement touchés, et a entraîné les premiers licenciements. Plus du tiers de toutes les fortunes « off shore » de ce monde – celles qui ne sont pas placées dans le pays de leurs détenteurs – se trouvent encore placées en Suisse : il doit y en avoir pour 1300 milliards d'euros. Dont une partie est d'origine douteuse. Les experts de PriceWaterhouse ou de Goldman Sachs prédisent pour le moins aux banques helvétiques une croissance durable. Néanmoins le nombre des familles qui, sur des générations, avaient dissimulé de l'argent au fisc, recule ; les nouveaux super-riches, qui possèdent de cinq à cinquante millions de dollars, ont gagné leur argent eux-mêmes, à la Bourse la plupart du temps, avec des *stock options*. Leur richesse, qu'ils ont souvent acquise en peu de temps, est connue et étalée sans retenue dans les magazines économiques et les rubriques mondaines de la presse du cœur. Ils n'ont pas besoin du secret bancaire, la mentalité des calvinistes leur est étrangère, et ils placent leurs millions souvent dans

leur pays. La gestion de fortune à long terme et orientée sur la sécurité les ennuie ; ils veulent davantage de rendement et sont prêts à prendre de grands risques.

L'obstination des banques (et de la politique) helvétiques à défendre désespérément le secret bancaire, dont elles minimisent en même temps l'importance (même pour le crime organisé), donne une bien curieuse impression. Il semble en effet qu'il s'agisse là d'une question de mentalité. La Suisse et ses banques vont-elles à nouveau se dérober à une prise de conscience d'une révolution mise en route depuis longtemps ? Quelle que soit l'influence à long terme de l'introduction de l'euro sur l'économie, la dépendance internationale des banques est grande, et la Suisse n'est pas un si petit pays qu'elle puisse se contenter du rôle d'un Monaco et d'une monoculture de l'argent. L'«albanisation», cet isolement idéologique dans un monde qui va de l'avant, menace-t-elle le pays ? «La Confédération est destinée à d'autres tâches qu'à celle consistant seulement à tenir les comptes des cheikhs allemands, américains et arabes. Elle peut être davantage qu'un hall à guichets de l'Occident. Elle a aussi – le mot peut choquer – «un devoir vis-à-vis de l'Europe», a écrit Klaus Harpprecht en 1987 dans l'annuaire de la Nouvelle Société helvétique. Ce devoir ne doit pas forcément consister en l'adhésion à l'Union européenne, mais le pays, ces dix dernières années, ne s'y est conformé d'aucune manière, préoccupé qu'il était surtout par lui-même. A la différence de 1939, lorsqu'elle s'organisa pour être épargnée, on doit regretter aujourd'hui que cette Suisse quadrilingue persévère dans sa passivité et qu'elle soit une fois de plus contrainte de s'adapter et de réagir à ce que d'autres ont mis en œuvre. L'euro est un grand projet historique – mais la Suisse n'y participe pas. Les frontières restent ouvertes, comme pendant la guerre, aux flux d'argent, de monnaies et de billets. L'euro submerge tranquillement le pays, où, changé, il devient la seconde devise. Au pire, il fait du franc suisse une monnaie refuge dans le pays même. Mais la fluctuante dualité des deux monnaies est déjà presque aussi familière aux Suisses que la dialectique quotidienne du dialecte et du bon allemand. Compter et calculer, convertir aussi (la monnaie), ils savent de toute façon mieux le faire que s'exprimer.